

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/643  
27 septembre 1985  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

LETTRE EN DATE DU 25 SEPTEMBRE 1985 ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE ET LE CHEF ADJOINT DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE TRANSMETTANT LE TEXTE COMMUN DES LETTRES ADRESSEES LE 13 SEPTEMBRE 1985 A M. HELMUT KOHL, CHANCELIER DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE PAR M. ERICH HONECKER, SECRETAIRE GENERAL DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE D'ALLEMAGNE ET PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE ET M. LUBOMIR STROUGAL, PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE

Le 13 septembre 1985, M. Erich Honecker, Secrétaire général du Parti socialiste unifié d'Allemagne et Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande et M. Lubomir Strougal, Premier Ministre de la République socialiste tchécoslovaque ont adressé des lettres à M. Helmut Kohl, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Il est proposé dans ces lettres que la République socialiste tchécoslovaque, la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne engagent des négociations en vue de créer une zone exempte d'armes chimiques en Europe.

Nous demandons que le texte joint de ces lettres soit reproduit en tant que document de la Conférence.

(Signé)

Milos Vejvoda  
Ambassadeur

Représentant permanent de la  
République socialiste tchécoslovaque  
auprès de l'Office des Nations Unies  
à Genève

(Signé)

Walter Krutzsch  
Ministre plénipotentiaire

Chef adjoint de la délégation de  
la République démocratique allemande  
auprès de la Conférence du  
désarmement

TEXTE COMMUN DES LETTRES ADRESSEES A M. HELMUT KOHL, CHANCELIER DE  
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE, LE 13 SEPTEMBRE 1985, PAR  
M. ERICH HONECKER, SECRETAIRE GENERAL DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
D'ALLEMAGNE ET PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, ET M. LUBOMIR STROUGAL, PREMIER MINISTRE  
DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE (Traduction)

"Les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la République socialiste tchécoslovaque estiment possible en pratique d'éliminer les armes chimiques et surtout de créer une zone exempte d'armes chimiques en Europe. Ce serait un moyen approprié pour parvenir à éliminer les stocks d'armes chimiques existants dans la région et pour garantir qu'aucun type nouveau et extrêmement dangereux de ces armes, notamment des armes binaires, ne soit déployé sur le sol européen. Cette approche a été reflétée lors des entretiens consacrés par le SED et le SPD à la création d'une zone exempte d'armes chimiques, entretiens qui ont été spécialement marqués par la présentation de l'initiative politique que vous savez.

Après les armes nucléaires, les armes chimiques sont le moyen de destruction massive le plus dangereux. C'est une tâche de la plus extrême urgence que de les interdire et de les éliminer complètement. Il faut pour cela des efforts résolus à l'échelle mondiale et régionale. Les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie se sont constamment prononcés pour une convention générale et complète interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques et prévoyant leur destruction.

Ces gouvernements sont par ailleurs convaincus que des accords régionaux prévoyant la création de zones exemptes d'armes chimiques constitueraient des mesures concrètes sur la voie d'un renforcement de la confiance et de l'interdiction des armes chimiques dans le monde entier. C'est pourquoi les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie sont prêts à conclure avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne un accord qui permettrait d'éliminer les armes chimiques sur les territoires de ces pays situés directement le long de la ligne qui sépare les deux alliances politico-militaires.

En faisant cette proposition, ils souhaitent, en tant que voisins de la République fédérale d'Allemagne, encourager en Europe centrale des réductions d'armements en tant que forme d'action concrète destinée à sauvegarder la paix et la sécurité.

Nous sommes fermement convaincus que la proposition présentée par nos deux gouvernements pourrait permettre de conclure un accord pertinent. Un tel accord contribuerait pour beaucoup à renforcer la sécurité en Europe et compléterait les efforts conjoints visant à éliminer les risques d'utilisation des armes chimiques en Europe.

Les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie invitent le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à engager, dans un premier stade, des négociations sur la création d'une zone exempte d'armes chimiques qui engloberait les territoires de ces trois Etats. Dans ces négociations, la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie seraient prêtes à faire valoir leurs points de vue sur les problèmes en jeu. Leurs gouvernements s'attendent à ce que la République fédérale d'Allemagne présente de son côté ses propres propositions et réflexions et estiment que l'accord sur la création d'une zone exempte d'armes chimiques devrait être ouvert à la participation de tous les autres Etats intéressés."